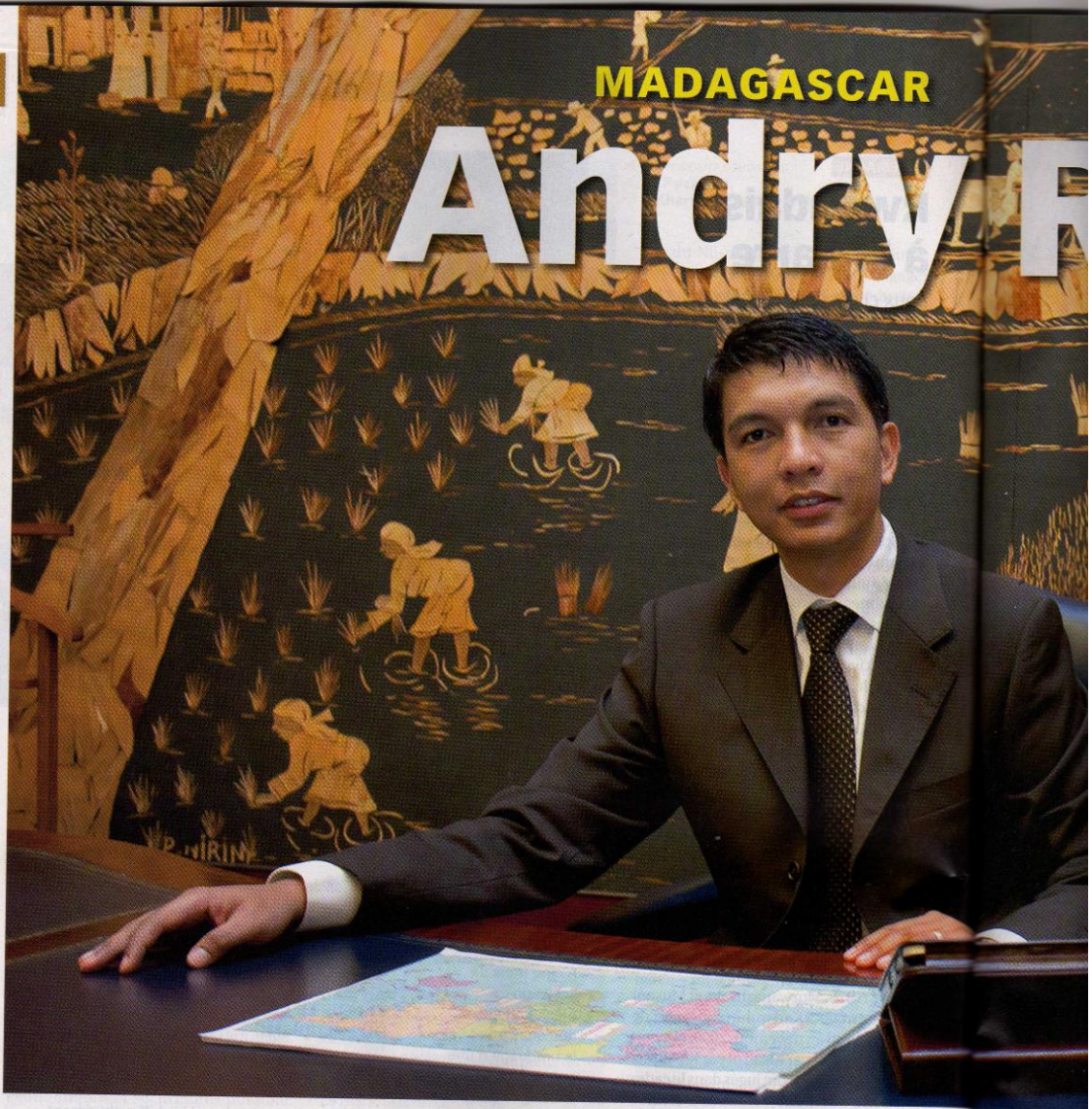


MADAGASCAR

Andry R



« Prolonger la transition serait une injustice »

Plus de deux ans après son arrivée au pouvoir et à quelques jours d'un sommet décisif de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), **le président de la Haute Autorité de transition**, Andry Rajoelina, répond à nos questions. Crise politique, élections, Ravalomanana, Ratsiraka, Zafy, armée, relations avec la France, nouveaux partenaires... **Interview exclusive.**

Propos rec

P

duquel un
chatons. E
tionale di
qui n'ont
cet inext

JEUNE AFRIQUE

Rajoelina



▲ AU PALAIS PRÉSIDENTIEL à Antananarivo, le 2 mai.

Propos recueillis à Antananarivo par **MARWANE BEN YAHMED**

Plus de deux ans après le départ forcé, en mars 2009, de Marc Ravalomanana, Madagascar est toujours enlisée dans un processus de sortie de crise au sein duquel une chatte ne retrouverait pas ses chatons. Entre une communauté internationale divisée, de multiples médiations qui n'ont fait que compliquer davantage cet inextricable écheveau d'alliances

contre-nature et d'intérêts divergents - qui savent cependant se rassembler quand il s'agit de se partager un gâteau disputé depuis l'indépendance du pays - et des acteurs politiques qui se multiplient à la vitesse de l'éclair, entre nouveaux partis et dissidences des anciens, il y a de quoi avoir de sérieux maux de tête...

Après l'échec des sommets de Maputo et d'Addis-Abeba, en 2009, de celui de « la rencontre de la dernière chance »

à Pretoria, en 2010, c'est désormais la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui a la main sur le processus. La feuille de route qu'elle a proposée, fin janvier, a surpris: Andry Rajoelina reste le président de la Transition, nomme le Premier ministre et les membres du gouvernement, et pourra se présenter à l'élection présidentielle à condition de démissionner soixante jours avant le scrutin. Voilà qui ressemble à un blanc-seing accordé au jeune président et à un coup d'arrêt pour les trois

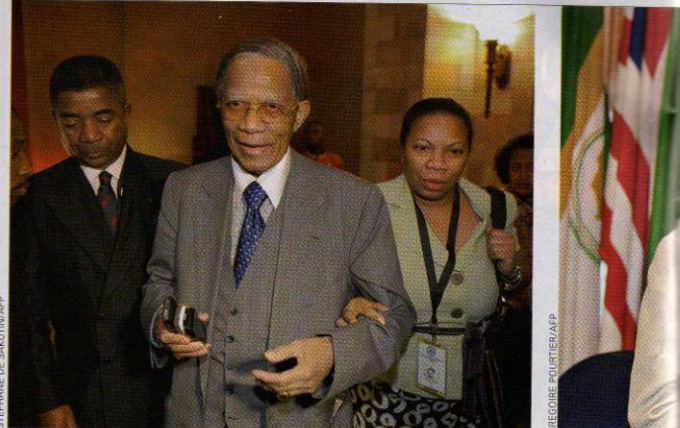
mouvances incarnées par les anciens présidents Didier Ratsiraka, Albert Zafy et Marc Ravalomanana. Une sortie de crise qui se clarifie petit à petit mais qui devra cependant être validée par le sommet extraordinaire de la SADC du 20 mai prochain, en Namibie.

Soucieux d'en finir avec une transition qui n'a que trop duré, Andry Rajoelina, 36 ans, a multiplié les déplacements de dernière minute pour sensibiliser ses pairs de la région. Conscient de l'influence de son ancien modèle Marc Ravalomanana sur le poids lourd sud-africain, qu'il attribue essentiellement à ses moyens financiers, « TGV » sait que la partie est loin d'être jouée. Il contrôle la situation intérieure mais dépend toujours de l'extérieur.

Ce fils de militaire ayant servi sous le drapeau français, autodidacte issu de la classe moyenne, a toujours su mobiliser les foules. Il a organisé les soirées les plus courues de la capitale, a créé un empire dans la communication et les médias et a conquis de haute lutte la mairie d'Antananarivo en décembre 2007, infligeant ainsi à Ravalomanana son plus sérieux revers depuis 2001. Les trajectoires similaires des deux hommes - Merina des hauts plateaux, self-made-men débarqués en politique - s'entrechoquent. « Marc » lance les hostilités contre le jeune « Andry », suspend sa chaîne de télévision, multiplie les contrôles fiscaux et tente de le destituer de la mairie. La guerre est déclarée. Son épilogue est en train de se jouer, mais de nombreux supplétifs se sont joints aux deux principaux belligérants. Les Malgaches, qui pensaient en avoir fini en faisant tomber Ravalomanana, attendent la fin des hostilités pour que la Grande Île, au bord du gouffre, puisse enfin reprendre sa marche en avant...

JEUNE AFRIQUE: Madagascar s'enlise depuis maintenant plus de deux ans dans une crise politique majeure. Les différentes tentatives de médiation ont toutes échoué. Comment sortir de cette impasse ?

ANDRY RAJOELINA: Je suis convaincu que la solution doit venir du peuple. C'est ce même peuple qui s'est soulevé en 2009 pour réclamer changement et justice sociale. Les différentes médiations ont échoué car il y a eu trop d'intervenants, qui ne maîtrisaient pas toujours la réalité du terrain. Ensuite parce qu'on



STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

GREGOIRE FOURTIER/AFP

est allé chercher d'anciens présidents, eux-mêmes renversés plus ou moins directement par la population. Ils n'attendaient que cela pour revenir sur le devant de la scène... La transition n'a que trop duré et plonge Madagascar dans l'instabilité économique et sociale du fait des sanctions qui nous ont été appliquées. Il est grand temps de sortir de cette situation.

Nous avons franchi un pas avec l'adoption de la nouvelle Constitution, celle de la IV^e République. Lors du référendum du 17 novembre dernier, 52 % des électeurs se sont rendus aux urnes, et la Constitution a été adoptée à 75 %. Nous avons réalisé ce que les partis politiques réclamaient depuis des années. Pourquoi des pays qui, pour certains, ne connaissent pas la réalité de la situation ici devraient décider de l'avenir de 20 millions de Malgaches ? La SADC a proposé une feuille de route. Nous devons l'examiner et la valider lors de son sommet du 20 mai prochain, afin d'aller aux élections, seul viatique pour sortir de l'impasse.

Après avoir prôné depuis un an et demi cette sortie de crise « malgacho-malgache », vous semblez donner désormais plus d'importance à la SADC. Pour quelles raisons ?

C'est en forgeant qu'on devient forgeron, comme le dit le proverbe. Nous avons fait le tour des dirigeants des États de la SADC pour leur expliquer la réalité de la situation. Ils commencent ainsi à se rendre compte que, durant ces deux années, la crise a été très mal interprétée. Nous ne pourrions nous en sortir



que par des élections. On accepte des transitions anticonstitutionnelles sans sourciller en Tunisie ou en Égypte, mais pour Madagascar, cela semble beaucoup plus compliqué... C'est étonnant.

Quels sont les contours de la feuille de route qui sera examinée justement lors du sommet de la SADC du 20 mai ?

Les grandes lignes correspondent à la politique que nous menons : participation des différentes forces politiques au gouvernement, élargissement des institutions avec la création de deux Chambres, organisation des élections par une Commission électorale nationale indépendante (Ceni), adoption du bulletin unique, nécessité pour ceux qui



◀ LES TROIS ANCIENS PRÉSIDENTS : Didier Ratsiraka (à g.), Albert Zafy (ci-contre) et Marc Ravalomanana (ci-dessous). « Ils veulent le chaos et l'échec de la transition », accuse TGV.



JEUNE DÉLANT/SPINA

gèrent la transition et qui voudraient se présenter de démissionner deux mois avant la date du scrutin...

Dans quel délai pourraient se tenir ces élections ?

Nous entamons notre troisième année de transition. C'est trop long, beaucoup trop long. Il est injuste de prolonger la crise. Les élections doivent être organisées avant la fin de l'année. La Ceni est prête, la refonte de la liste électorale le sera sous peu. Nous attendons le feu vert...

C'est paradoxal, tout de même...

Vous savez, il y a des gens qui veulent que la transition dure le plus longtemps possible. Pour être clair, les trois anciens

présidents ne souhaitent pas la tenue d'élections. Ils veulent le chaos et recherchent l'échec de la transition.

Quelle garantie pouvez-vous donner à ceux qui craignent, compte tenu de votre position, que vous n'influez sur le résultat de l'élection présidentielle ?

La feuille de route est là pour donner ces garanties. Nous venons d'évoquer un certain nombre de mesures, dont la mise en place de la Ceni et du bulletin unique - une grande première dans l'histoire du pays, où l'achat de voix et la « disparition » des bulletins de l'opposition étaient monnaie courante. L'accès des candidats à la liste électorale n'existait pas non plus auparavant. Y compris quand j'étais candidat à la mairie d'Antananarivo, que j'ai remportée face au candidat du pouvoir... Cette fois-ci, elle sera consultable par tous les candidats un mois avant les élections. Enfin, nous souhaitons que le scrutin soit supervisé par la communauté internationale et des observateurs.

“ Je sais que je serai élu président, maintenant ou dans cinq ans.

Serez-vous candidat à l'élection présidentielle ?

Je sais que je serai élu président, maintenant ou dans cinq ans. Ce qui est prioritaire pour moi, actuellement, c'est de résoudre la crise politique une bonne fois pour toutes et de participer au développement du pays. Mais personne ne peut m'empêcher d'être candidat.

Même si vous avez annoncé, en mai 2010, que vous ne vous présenteriez pas...

Les États-Unis venaient de suspendre leur programme pour la croissance et le développement économique en Afrique (Agoa), les accords de Maputo et d'Addis étaient irréalisables, Madagascar ne percevait plus un sou d'aide, les financements étaient bloqués... Jean Ping, le président de la Commission de l'Union africaine, m'avait laissé trois choix : appliquer des accords inapplicables, démissionner pour me présenter - mais à l'époque c'était trop risqué pour la stabilité du pays - ou mener la transition sans possibilité de me présenter par la suite.

Dans ce dernier cas, il s'engageait à ce que nous obtenions la reconnaissance internationale, la fin des sanctions, ainsi que l'aide nécessaire à l'organisation des élections. Dans l'intérêt supérieur de la nation, j'avais donc accepté de ne pas me présenter à la présidentielle. Mais j'avais pris soin de préciser que si je prenais mes responsabilités, j'attendais en retour que la communauté internationale prenne les siennes. J'attends toujours... Je suis libre de me présenter. Au moment voulu, je déciderai en mon âme et conscience.

Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana, condamnés par la justice malgache, pourront-ils, eux, concourir à cette élection ?

On ne peut pas envisager un seul instant qu'une personne condamnée puisse se présenter. Cela dit, une loi d'amnistie doit être adoptée par les deux Chambres. Mais je pense que tout ce qui est crime de sang ne peut être amnistiable. Imaginez-vous que les présidents Ben Ali ou Mubarak, qui ont fait tirer sur leurs concitoyens comme Marc Ravalomanana, se présentent en Tunisie ou en Égypte ? L'ancien chef de l'État a payé des mercenaires

pour diriger la répression et commander directement les forces armées malgaches. Cela relève de la haute trahison. Le peuple l'avait porté au pouvoir. Mais quand il a réclamé la justice sociale, Ravalomanana lui a répondu par les armes.

Lorsque vous avez lancé cet appel à marcher sur la présidence, pensiez-vous

que Ravalomanana pourrait donner l'ordre de tirer ?

Pas du tout. Nous manifestions depuis plus d'un mois sur la place du 13-Mai. Les Malgaches avaient mis en place un sit-in, ici, devant le palais, pour demander le départ du président. Ils n'avaient pas d'armes, pas même un bâton ! Certains sont prêts à tout pour s'accrocher au pouvoir, y compris aux pires extrémités. Il suffit de voir ce qui se passe dans le monde arabe...

Avez-vous des contacts avec Marc Ravalomanana ?

Non, aucun.

Et avec les mouvances des autres anciens présidents, Ratsiraka et Zafy ?

Il n'y a pas de relations directes. Mais ils sont dans l'opposition. Et les partis politiques qui les ont soutenus sont tous présents au sein de la Transition, dans les deux Chambres du Parlement et au sein du gouvernement. Le frère cadet de Didier Ratsiraka est même ministre de l'Énergie...

Vous dites que la crise, depuis 2009, leur a permis de revenir sur le devant de la scène. Cela signifie-t-il qu'ils n'ont pas vraiment intérêt à ce qu'elle prenne fin ?

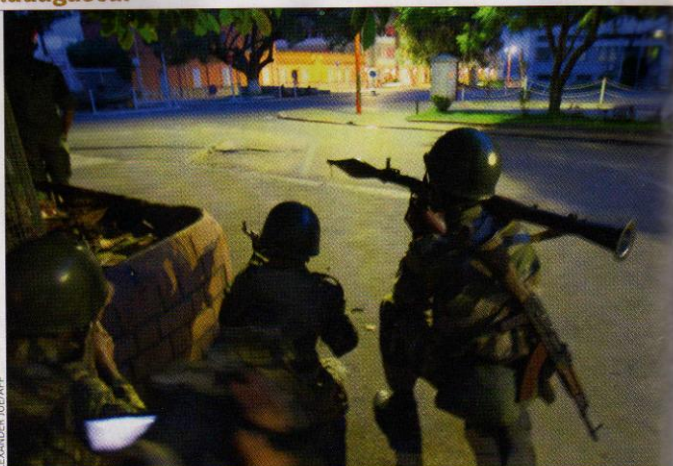
C'est vrai, c'est une erreur de la médiation dont nous subissons toujours les conséquences. Ratsiraka et Zafy auraient dû jouer les facilitateurs pour résoudre la crise politique, comme des sages

“ La France ne m'a jamais demandé de ne pas me présenter à la présidentielle.

chargés de nous guider. Mais ils en sont devenus acteurs et ils veulent reprendre leur part d'un pouvoir qui les a quittés il y a longtemps. Tout le monde, y compris les médiateurs de la SADC, a fini par comprendre cela. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont leurs partisans au sein des instances de la Transition.

Certains vous répondront que les ministres n'ont pas beaucoup de pouvoir et que c'est vous qui décidez...

Nous sommes en période de transition : l'important est de gérer les affaires courantes et d'organiser des élections libres et transparentes. Je n'ai pas tous



▲ « EN MARS 2009, Ravalomanana a payé des mercenaires pour diriger la répression. Cela relève de la haute trahison. »

les pouvoirs. Il y a de vrais débats lors des Conseils des ministres.

Selon un rapport de l'International Crisis Group, « le mode de gestion de Madagascar a été de tout temps, depuis l'indépendance du pays, népotique, une petite élite s'accaparant le pouvoir politique et économique jusqu'à ce que les exclus du système décident de s'organiser et de renverser le pouvoir par la rue ». Que faire, selon vous, pour mettre fin à cette « malédiction » malgache ?

Tout change. Avant, le verdict des urnes ne reflétait pas du tout la réalité politi-

que à Madagascar. Impossible pour les opposants de prendre le pouvoir ou de participer au développement du pays sans passer par la rue. Dans notre nouvelle Constitution, le Premier ministre doit être proposé par les partis majoritaires au sein de l'Assemblée nationale. Il y a donc une possibilité de cohabitation. La clé, c'est le mode de désignation du pouvoir : les élections. Quand elles ne reflètent pas la volonté de la population, tôt ou tard, vous en payez le prix. Avec de vraies élections, le peuple pourra désigner ses dirigeants, les sanctionner ou leur faire confiance. L'opposition pourra enfin s'exprimer, apporter son écot au débat

démocratique, critiquer... Bref, jouer pleinement son rôle. Cela n'a jamais été le cas dans notre histoire. Quand vous êtes légitime, vous n'avez rien à craindre, sinon le verdict des élections suivantes. Ce cercle vertueux obligera les dirigeants à rendre des comptes et à défendre un bilan.

La crise a plongé Madagascar dans un état de déliquescence avancé. Paradoxalement, vous avez lancé une série de grands travaux. Comment financez-vous les activités de l'État ?

Ce que nous avons traversé jusqu'à maintenant a été un test pour Madagascar. Une sorte de révélateur. Nous avons été sanctionnés par la communauté internationale. Mais nous avons pu augmenter le salaire des fonctionnaires, et le pays tourne à peu près normalement. Comment avons-nous fait ? C'est simplement de la bonne gestion. La Banque mondiale nous a félicités, pour la première fois depuis des années, sur la limitation de nos dépenses et notre bon recouvrement fiscal.

En ce qui concerne les investissements, Madagascar a beaucoup de potentiel. Nous avons octroyé les gisements de fer de Soalala à Wisco, une société chinoise. Le montant de l'avance qu'ils nous ont consentie – plus de 100 millions de dollars – a été alloué à la construction de centres hospitaliers dans les grandes villes. Nous sommes en train de construire des logements sociaux, des salles omnisports, des centres d'exposition et des

salles de théâtre. Nous subventionnons des produits de première nécessité dans les quartiers défavorisés. Nous parvenons à faire, dans des circonstances difficiles, ce que les dirigeants qui se sont succédé n'ont pas fait en cinquante ans. Ils disposaient pourtant de l'aide internationale. Nos hôpitaux ont été construits avant l'indépendance, entre 1924 et 1960... Depuis, rien! Vous rendez-vous compte? Cela suppose de beaucoup travailler, de mettre fin à la gabegie qui régnait jusqu'à présent avec des dépenses publiques incontrôlées. Bref, de la rigueur. Je vous assure que cela suffit amplement.

D'aucuns dénoncent la persistance d'un vaste trafic de bois de rose, interdit, servant à financer la Transition...

C'est faux. Cette histoire date de 2004. L'ancien régime avait octroyé des permis pour l'exportation de bois de rose. Après notre arrivée au pouvoir, nous avons stoppé ces exportations, en juin 2010. Cela dit, il y a toujours des petits malins qui tentent de passer entre les mailles du filet. Aujourd'hui, plus de soixante personnes sont en prison. Nous essayons de faire le maximum pour éradiquer ce trafic. Mais ce n'est pas simple, je l'avoue. Nous nous heurtons à des intérêts importants, qui n'hésitent pas à recourir à la corruption pour préserver leurs juteuses affaires. Mais nous ne restons pas les bras croisés.

Vous vous êtes mis en quête de nouveaux partenaires économiques. Vous avez cité la Chine. Quels sont les autres partenaires qui peuvent intéresser Madagascar?

Depuis l'indépendance, Madagascar s'est refermée sur elle-même. Aujourd'hui, nous sommes ouverts aux opérateurs ou aux pays qui veulent vraiment investir. Actuellement, nous avons de grands projets immobiliers et touristiques avec Emaar [société basée à Dubaï qui a construit la tour la plus haute du monde, Burj Khalifa, NDLR]. Nous allons organiser une foire internationale ciblant les investisseurs dans l'hôtellerie. Nous voulons faire de Madagascar la vitrine

touristique de l'océan Indien. Nous allons accompagner ces investisseurs et faciliter l'accès aux terrains constructibles. Nous voulons que des étrangers puissent acheter un pied-à-terre, un appartement ou une villa, et qu'ils puissent disposer de leur carte de résident pour faciliter leur entrée et leur sortie du territoire.

Nous souhaitons travailler aussi avec d'autres pays, par exemple la Turquie, la Chine ou l'Inde. Avec cette dernière, nous travaillerons sur le secteur de l'agriculture. Notre but est l'autosuffisance alimentaire. Nous n'avons aucun a-priori sur tel ou tel partenaire tant que les intérêts de Madagascar sont préservés.

Quelle est la nature exacte de vos relations avec la France? Elle vous a soutenu, mais a aussi exprimé certaines critiques et vous a demandé de ne pas vous présenter...

La France ne m'a jamais demandé de ne pas me présenter. Elle connaît mieux que d'autres la situation politique et a fait preuve de compréhension. Les relations entre nos deux pays se sont d'ailleurs nettement améliorées pendant la transition. Je crois savoir que c'était plus compliqué avec mon prédécesseur...

Des avions d'Air Madagascar ont été placés sur la liste noire de l'Union européenne. Comment avez-vous réagi?

Encore un héritage du régime précédent et un très mauvais coup pour l'image de mon pays. Le contrat qui a été signé avec la société de leasing protégeait totalement le loueur. Le montant de la location a même été doublé lors du renouvellement du contrat! La maintenance, elle, laissait franchement à désirer. L'île Maurice dispose de sa propre flotte, alors que Madagascar, depuis cinquante ans, n'a même pas un Boeing. L'ancien président Marc Ravalomanana a tout de même cru bon de s'acheter un avion présidentiel flambant neuf et hors de prix... Allez comprendre! Nous allons tout mettre en œuvre pour qu'Air Madagascar soit remis sur pied et devienne une compagnie de référence.

Affairisme, clientélisme et corruption n'ont pas disparu avec votre régime. Vous l'avez publiquement reconnu en annonçant une série d'audits y compris au sein des ministères et de la présidence. Que s'est-il passé depuis?

La corruption existe depuis longtemps. Il faut l'éradiquer. Nous avons mis en place un système de contrôle: toute dépense de plus de 100 000 dollars doit être validée par le président et le ministre des Finances. Nous avons ainsi réalisé 250 millions de dollars d'économie en 2010 par rapport à 2009. C'est un travail de longue haleine. Et, au risque de me répéter, la transition qui perdure ...



YVES LAJANO POUR LA

▲ « LES ELECTIONS doivent être organisées avant la fin de l'année. »

L'ouverture à ces nouveaux horizons ne risque-t-elle pas de heurter la France, qui est votre partenaire commercial historique?

Il n'y a pas d'exclusivité pour le développement de Madagascar. Nous travaillons et travaillerons toujours en parfaite harmonie avec la France, qui comprend très bien que nous avons besoin de nous diversifier.



ALINE RAMANIVOSON/AFAP

▲ Le 11 décembre 2010, AVEC SON ÉPOUSE, MIALY, lors de la promulgation de la Constitution adoptée par référendum.

... n'arrange rien : il nous faut de la stabilité et un horizon dégagé pour pouvoir travailler efficacement sur la durée.

Vos détracteurs prétendent que certains membres de votre entourage profitent de la transition pour faire des affaires...

Nous sommes actuellement en train de changer notre staff au sein même de la présidence. Le directeur des affaires financières a été écarté. D'autres suivront. Nous voulons la transparence et le respect des lois. Tous ceux qui s'écarteront de ce chemin devront en assumer les conséquences.

Avant de vous lancer en politique, vous veniez du secteur privé. Quelles relations entretenez-vous avec les chefs d'entreprise malgaches ?

Nous souhaitons développer le pays avec les opérateurs économiques locaux en premier lieu. Je suis bien placé pour connaître leurs difficultés et je mesure le rôle crucial qui est le leur. Lorsqu'il y a un problème, nous nous asseyons autour d'une table et nous essayons de le résoudre. Mais certains doivent comprendre qu'ils ont aussi des responsabilités et des devoirs.

Un rapport du département d'État américain sur les droits de l'homme n'est pas tendre

avec votre régime : conditions de détention, arrestations arbitraires, censure... Qu'en avez-vous pensé ?

Qu'ils ont dû se tromper de pays ! En lisant ce rapport, on dirait que Madagascar est un pays en guerre, une zone de non-droit. Nous voulons répondre point par point, et le ministre des Affaires étrangères va rencontrer l'ambassadeur des États-Unis à Madagascar en ce sens.

Avez-vous confiance en l'armée malgache ?

Bien sûr que oui.

Elle est souvent intervenue dans l'histoire du pays. Elle vous a remis les clés du pouvoir en 2009, mais, depuis, vous avez eu à affronter une tentative de coup d'État...

L'armée malgache respecte la hiérarchie et le commandement. Cela dit, dans chaque institution, il y a des brebis



YVES LALAND POUR L'AF

galeuses. Mon prédécesseur a usé de tous ses moyens financiers pour nous déstabiliser. Sans succès. L'armée me respecte et je respecte l'armée.

À 36 ans, vous êtes le plus jeune chef d'État africain. En quelques années, vous êtes passé de DJ célèbre à homme d'affaires prospère, maire de Tana puis chef de l'État. Comment avez-vous vécu cette ascension météorique ?

J'aime les défis. Depuis ma plus tendre enfance, j'ai toujours été un meneur. Cela peut sembler un peu fanfaron, mais c'est la réalité... J'ai vécu des périodes très difficiles. Mais quand je me retourne pour mesurer ce parcours, je ne regrette rien. Et je crois que le bilan est plutôt positif.

Votre épouse, Mialy, est très présente à vos côtés. Quel rôle joue-t-elle auprès de vous ?

Derrière un homme, il y a toujours une femme. Elle me soutient moralement et mène beaucoup d'actions sociales. Nous sommes très complémentaires. Mais elle ne supporte pas l'affrontement et la violence. Elle craint pour ma vie et, pour être franc, elle n'aime pas trop la politique...

Vous êtes réputé pieux, mais vous plaidez pour la laïcité de l'État. Quelle place accordez-vous finalement à la religion ?

Je suis croyant, et sans l'aide de Dieu je n'en serais pas là aujourd'hui. Mais je considère qu'une des grandes erreurs qui ont été commises dans ce pays est d'avoir instrumentalisé la religion et mélangé les genres. La religion est une affaire personnelle et doit le rester.

Vous avez dû voir à la télévision les images de l'arrestation de Laurent Gbagbo et de son épouse, le 11 avril. Que vous ont-elles inspiré ?

Que ceux qui utilisent la force et les armes contre leur peuple doivent être jugés. Mais aussi que si nos institutions africaines avaient été plus efficaces, nous n'en serions peut-être pas arrivés à remettre nos destins entre les mains de la communauté internationale... ●

◀ LORS DE L'ENTRETIEN, le 2 mai.